



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 30 mai 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Balance des paiements internationaux du Canada, premier trimestre de 2007	3
L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a augmenté de 1,9 milliard de dollars au premier trimestre de 2007 pour s'établir à 6,5 milliards de dollars. Dans le compte capital et financier (non désaisonné), l'actif international du Canada, entraîné par des placements record en titres étrangers, a crû plus rapidement que le passif international du Canada.	
Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, avril 2007	10
En avril, le pétrole et les métaux ont entraîné à la hausse les prix des produits manufacturés et des matières brutes.	
Emploi dans le secteur public, 2001 à 2006 et premier trimestre de 2007	15
Les établissements de soins pour bénéficiaires internes, 2004-2005	16
Restaurants, traiteurs et tavernes, mars 2007	17
Panorama des régions de l'OCDE, 2007	18
Indices des prix des ordinateurs et des périphériques, mars 2007	19

(suite à la page 2)

Produits de données normalisés du Recensement de 2006 : Aperçu du contenu

À midi aujourd'hui, les utilisateurs auront la possibilité d'obtenir un aperçu de la structure du contenu de certains produits normalisés du Recensement de 2006 avant la diffusion des données actuelles.

À partir de la page Web du *Recensement*, les utilisateurs peuvent cliquer sur le module *Produits de données* et ils seront dirigés directement aux nouveaux liens activés aux pages des *Tableaux thématiques* et des *Composantes des profils cumulatifs et des diffusions*. Quel que soit le lien sélectionné, les utilisateurs pourront ensuite choisir des thèmes ou des profils pour obtenir plus de détails sur les structures du contenu des produits offerts.

Même si les produits affichés ne contiennent pas de données et ne sont pas encore diffusés, les utilisateurs peuvent cliquer sur les numéros de catalogue pour obtenir une multitude de renseignements sur les produits en question, comme le titre, l'année de recensement, le thème du recensement, la description sommaire du thème, la date de diffusion précise, la définition et la répartition des variables.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Centre de contact national de Statistique Canada en composant sans frais le 1-800-263-1136.



Communiqués – fin

Indices des prix de vente de l'énergie électrique, janvier à avril 2007 19

Indicateurs de la santé, 2007 19

Nouveaux produits 21

Communiqués

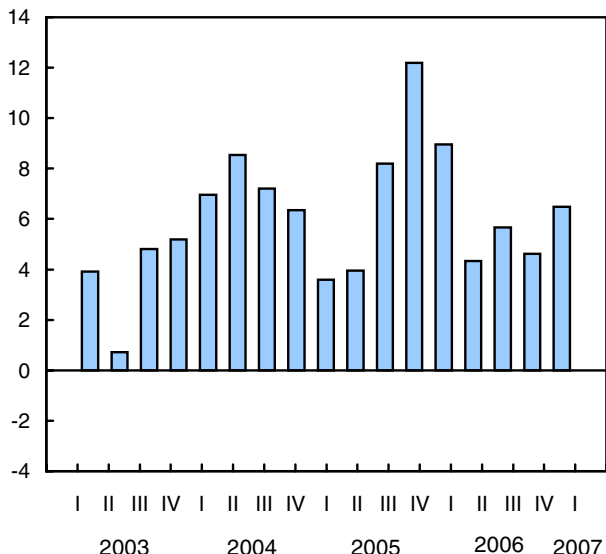
Balance des paiements internationaux du Canada

Premier trimestre de 2007

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a augmenté de 1,9 milliard de dollars au premier trimestre de 2007 pour s'établir à 6,5 milliards de dollars. Cette amélioration est essentiellement le résultat de l'accroissement des valeurs des exportations de produits énergétiques.

Solde du compte courant

En milliards de dollars Données désaisonnalisées



Dans le compte capital et financier (non désaisonnalisé), l'actif international du Canada, entraîné par des placements record en titres étrangers, a crû plus rapidement que le passif international du Canada. Une part de la croissance du passif international provenait des importants capitaux que les investisseurs étrangers directs ont continué d'injecter dans l'économie canadienne.

Compte courant

Hausse de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre des biens a crû de 2,1 milliards de dollars et a atteint 14,5 milliards

Note aux lecteurs

Les données annuelles et trimestrielles ont été révisées pour les années de référence allant de 2003 à 2006. Cela est conforme à la politique générale de révision des statistiques des comptes nationaux où les données des quatre années précédentes sont révisées lors de la diffusion du premier trimestre. De façon générale, les révisions reflètent l'utilisation de sources d'information plus à jour provenant des enquêtes annuelles et des données administratives.

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles, soit les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif du Canada), soit à des étrangers (le passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. Par conséquent, la **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

de dollars au premier trimestre, au cours duquel les exportations ont distancé les importations.

Au premier trimestre, les exportations de biens ont connu une augmentation de 4,5 milliards de dollars, dont près de la moitié consistait en produits énergétiques. Les exportations de gaz naturel ont progressé de 1,2 milliard de dollars, en raison d'une montée en flèche des prix de près de 15 % au premier trimestre. Il s'agissait d'une première hausse importante des prix du gaz naturel depuis le quatrième trimestre de 2005. Les exportations de pétrole brut sont demeurées à un niveau historiquement élevé et autour des 10 milliards de dollars pour un quatrième trimestre consécutif.

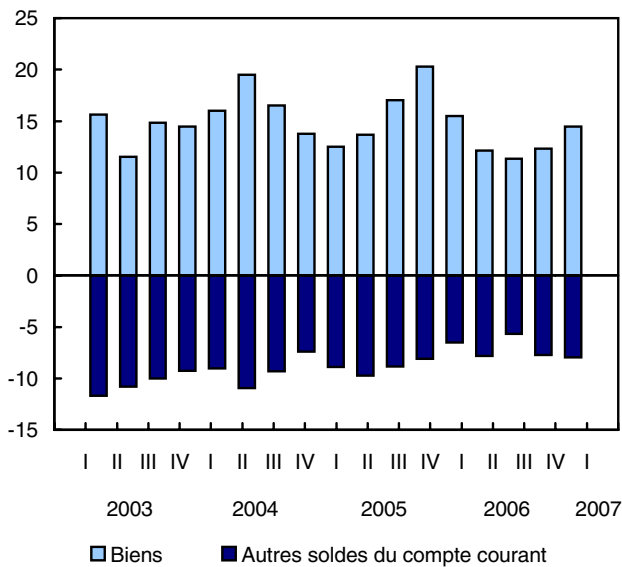
La forte demande provenant de destinations non américaines a continué de propulser la croissance

des exportations de matières industrielles, qui ont crû de 0,9 milliard de dollars au premier trimestre. Depuis le milieu de 2003, les exportations de ces produits ont progressé de 60 %, les exportations vers des destinations autres que les États-Unis ayant plus que doublé. La croissance des exportations de ces produits au cours des quelques dernières années vient dans une large mesure de l'augmentation des prix.

Solde des biens et autres soldes du compte courant

En milliards de dollars

Données désaisonnalisées



Les aéronefs et autres équipements de transport ont été les principaux facteurs à l'origine de l'accroissement de 0,7 milliard de dollars des exportations de machines et de matériel. Les exportations d'aéronefs, de moteurs et de pièces ont franchi la barre des 4 milliards de dollars pour une première fois depuis le premier trimestre de 2003, mais elles restent en deçà du sommet de 5,4 milliards de dollars atteint à la fin de 2001.

Les importations de biens ont été en hausse de 2,4 milliards de dollars au premier trimestre de 2007. Les importations de biens de consommation ont augmenté pour un neuvième trimestre consécutif, en hausse de 0,6 milliard de dollars par rapport au quatrième trimestre.

Les importations de produits de l'automobile et de biens industriels ont crû respectivement d'un demi-milliard de dollars au premier trimestre. L'augmentation des importations de biens industriels

est dans une large mesure attribuable aux produits chimiques organiques.

Après une forte baisse au quatrième trimestre de 2006, les importations de pétrole brut sont demeurées stables, tandis que celles des autres produits énergétiques ont augmenté de 0,2 milliard de dollars.

Diminution des bénéfices sur les investissements directs

La baisse des bénéfices sur les investissements directs canadiens à l'étranger n'a été que partiellement épongée par l'accroissement du revenu tiré des placements de portefeuille canadiens à l'étranger, d'où l'augmentation de 0,7 milliard de dollars du déficit au chapitre du revenu des placements. Néanmoins, le déficit de 3,6 milliards de dollars est bas par rapport aux niveaux enregistrés auparavant.

Les bénéfices sur les investissements directs canadiens à l'étranger ont diminué de 1,8 milliard de dollars au premier trimestre, après avoir atteint un sommet sans précédent au quatrième trimestre de 2006.

Bien que les dividendes reçus sur les investissements directs canadiens à l'étranger soient revenus à un niveau plus normal au premier trimestre, les dividendes et les intérêts que les investisseurs de portefeuille canadiens ont touchés ont continué d'augmenter, conséquence du niveau élevé d'achats de titres étrangers ces dernières années. Les intérêts reçus et les dividendes sur les placements de portefeuille canadiens ont progressé, ensemble, de 1,5 milliard de dollars ou de 40 % depuis le premier trimestre de 2006.

Il y a eu peu de changements pour ce qui est des paiements de revenu de placements, lesquels se sont chiffrés à 19,6 milliards de dollars au premier trimestre. Les bénéfices réalisés au Canada par les investisseurs étrangers directs sont demeurés pratiquement inchangés (8,1 milliards de dollars).

Léger recul du déficit des services

Au premier trimestre, le déficit des services est demeuré élevé (4,1 milliards de dollars) par rapport à ce qui avait été inscrit jusqu'ici. Il s'agissait d'un faible repli par rapport aux 4,3 milliards de dollars enregistrés au quatrième trimestre de 2006, en raison d'une légère réduction des déficits des voyages et des services commerciaux.

Les voyages et les services de transport ont été les principaux facteurs à l'origine du déficit des services, les

deux catégories ayant accusé des déficits légèrement inférieurs à leurs sommets de tous les temps.

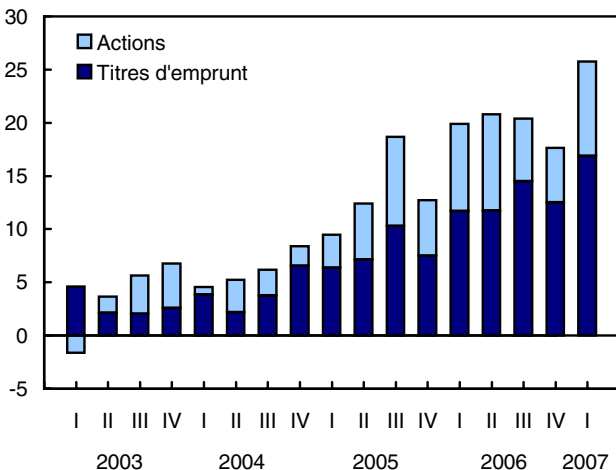
Compte financier

La demande de titres étrangers ne montre aucun signe de ralentissement

Au premier trimestre, les Canadiens ont investi pour un montant record de 25,8 milliards de dollars en titres étrangers, dont les deux tiers en titres d'emprunt et le reste en actions. Les placements en obligations étrangères ont atteint un sommet inégalé de 16,6 milliards de dollars, entraînés par le niveau élevé d'acquisitions d'obligations feuille d'érable. Les Canadiens ont ajouté à leur portefeuille pour 19,1 milliards de dollars d'obligations d'entreprises américaines et d'obligations d'outre-mer, mais ont vendu pour 2,5 milliards de dollars d'obligations du gouvernement américain.

Investissements canadiens de portefeuille à l'étranger¹

En milliards de dollars



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les placements en actions étrangères sont demeurés soutenus (8,9 milliards de dollars). Les deux tiers des placements sont allés dans des actions américaines (6,1 milliards de dollars). Du montant placé en actions américaines, une valeur de 2,2 milliards de dollars était attribuable à des activités de prise de contrôle de sociétés canadiennes par des sociétés américaines, le paiement aux Canadiens ayant été effectué sous forme de nouvelles actions américaines et d'argent comptant.

Les placements en instruments du marché monétaire étranger ont été faibles (232 millions de dollars). Au cours du trimestre, les Canadiens ont rééquilibré leurs avoirs en disposant de certains avoirs en effets américains (624 millions de dollars) et en acquérant des effets d'outre-mer (855 millions de dollars). Au cours du premier trimestre de 2007, les taux à court terme aux États-Unis ont accusé un retard par rapport aux taux européens correspondants.

Les obligations feuille d'érable sont le grand déterminant des placements en titres étrangers depuis plusieurs trimestres. Les faibles coûts d'emprunt au Canada, le déclin de l'offre de titres d'emprunt du gouvernement fédéral et l'abolition des limites de contenu étranger pour les régimes de placements à imposition différée étaient tous des facteurs ayant contribué au développement de ce marché au Canada. Ce nouveau segment du marché obligataire, qui n'a pas cessé de croître depuis 2005, n'est pas un phénomène unique. Ainsi, l'Australie et le Japon ont eux aussi leurs marchés obligataires dits Kangaroo et Samurai, où les emprunteurs étrangers émettent des obligations libellées dans la monnaie nationale.

Les investissements directs canadiens à l'étranger maintiennent le rythme soutenu récent

Après avoir investi en moyenne 15,4 milliards de dollars par trimestre dans les économies étrangères au cours des trois derniers trimestres, les investisseurs directs canadiens ont ajouté 12,9 milliards de dollars au premier trimestre. Bien que ce montant représente le plus faible niveau d'investissement observé au cours des quatre derniers trimestres, les investissements directs à l'étranger se sont élevés à un montant imposant de 58,9 milliards de dollars au cours de cette période. Les investissements du premier trimestre sont allés majoritairement dans des sociétés affiliées étrangères existantes.

D'un point de vue géographique, les investissements aux États-Unis ont dominé (10,3 milliards de dollars), tandis que les Canadiens ont rapatrié pour 0,8 milliard de dollars de leurs investissements au Royaume-Uni. Dans une perspective industrielle, l'essentiel des investissements (10,0 milliards de dollars) est allé dans le secteur de l'énergie et des minéraux métalliques ainsi que dans le secteur de la finance et des assurances.

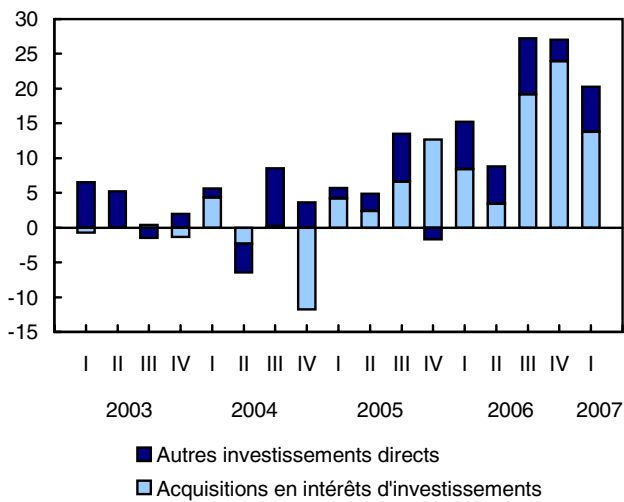
Le secteur canadien des ressources naturelles continue d'attirer les investisseurs directs étrangers

Les investissements directs étrangers au Canada ont franchi la barre des 20 milliards de dollars pour un troisième trimestre consécutif, ce qui témoigne du niveau élevé d'intérêt que les investisseurs étrangers

continuent de porter à l'économie canadienne. Les 20,3 milliards de dollars que les investisseurs directs étrangers ont investis au Canada représentent le cinquième niveau le plus élevé, les troisième et quatrième ayant été enregistrés lors du deuxième semestre de 2006. Une part non négligeable équivalant aux deux tiers des investissements au Canada au premier trimestre (13,8 milliards de dollars) provenait de l'acquisition de sociétés canadiennes par des non-résidents.

Investissements directs étrangers au Canada

En milliards de dollars



Les investissements dans le secteur canadien de l'énergie et des minéraux métalliques sont demeurés les investissements de prédilection pour les investisseurs étrangers directs au cours du trimestre. Un total de 11,2 milliards de dollars a été injecté dans ce secteur de l'économie canadienne, ce qui a propulsé le total des investissements pour ce secteur à 77,7 milliards de dollars depuis le troisième trimestre de 2005. Les Américains ont été les plus importants investisseurs directs étrangers au Canada, ayant investi 9,2 milliards de dollars, devant les investisseurs européens (5,6 milliards de dollars).

Les placements de portefeuille étrangers au Canada augmentent sous l'effet des placements en obligations

Les investisseurs de portefeuille étrangers ont acquis pour 4,5 milliards de dollars de titres

canadiens au premier trimestre, tous en obligations. La plupart des acquisitions en obligations canadiennes provenaient de nouvelles émissions nettes, dont le total a atteint 2,9 milliards de dollars. Les sociétés canadiennes ont été actives et ont mobilisé 3,4 milliards de dollars sur les marchés étrangers (nets des remboursements).

Les non-résidents ont accusé une réduction nette de 575 millions de dollars de leur portefeuille d'actions canadiennes au premier trimestre. Cette réduction était la conséquence d'un désinvestissement de 3,0 milliards de dollars occasionné par des prises de contrôle étrangères, qui a surpassé un investissement de 2,4 milliards de dollars en actions canadiennes en circulation. Au quatrième trimestre de 2006, une tendance semblable a été observée alors que les non-résidents ont acquis pour 3,6 milliards de dollars d'actions en circulation que les prises de contrôle étrangères ont complètement effacées, un désinvestissement global de 5,3 milliards de dollars ayant été enregistré. L'indice composé Standard and Poor's/ Bourse de Toronto a avancé de 2,0 % au cours du trimestre.

Les non-résidents se sont départis de 702 millions de dollars de leurs avoirs en instruments du marché monétaire canadien. Le désinvestissement trimestriel était concentré sur les instruments du gouvernement fédéral, effet en contrepartie contrebalancé par l'accroissement des avoirs des non-résidents en instruments d'entreprises publiques fédérales. La différence entre les taux aux États-Unis et au Canada a continué de favoriser les placements aux États-Unis, comme c'est le cas depuis janvier 2005.

Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves

Du côté de l'actif du compte financier du Canada, les prêts, les dépôts et les réserves en devises étrangères ont tous affiché de fortes augmentations, dont le total s'est élevé à 20,5 milliards de dollars pour le trimestre. Cela a complètement effacé la réduction de 19,8 milliards de dollars de ces mêmes actifs au quatrième trimestre de 2006. Le passif international du Canada sous forme de prêts et de dépôts envers les non-résidents a suivi une tendance semblable. Il a augmenté de 22,9 milliards de dollars au premier trimestre, après avoir reculé de 18,7 milliards de dollars au trimestre précédent. Le dollar canadien a gagné un peu moins de 1 % par rapport au dollar américain au cours du trimestre pour clôturer à 86,6 cents US.

Révision de la sous-déclaration des exportations vers des destinations autres que les États-Unis

La présence, dans les données douanières, de la sous-déclaration des exportations vers des destinations autres que les États-Unis est connue depuis plusieurs années. Une série d'études entreprises à partir de la fin des années 1990 par la Division du commerce international de Statistique Canada de concert avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC, anciennement Douanes Canada) a montré que la sous-déclaration des exportations avait crû de façon substantielle. Par conséquent, l'ajustement de la balance des paiements (BDP) pour tenir compte de la sous-déclaration a été augmenté significativement, atteignant en 2000 un maximum de 24 % des exportations totales vers des destinations autres que les États-Unis.

Au cours des dernières années, l'ASFC et Statistique Canada (SC) ont entrepris des projets visant à améliorer la déclaration de ces transactions. SC et l'ASFC ont collaboré à la mise en oeuvre d'un système de déclaration en ligne qui est offert pour les exportations vers des destinations autres que les États-Unis, et l'utilisation de ce système s'est élargie rapidement depuis sa mise en oeuvre. En outre, l'ASFC a adopté de nouveaux règlements selon lesquels les biens et services doivent être déclarés avant d'être exportés ainsi qu'un régime de sanctions administratives pécuniaires et a multiplié ses efforts pour assurer le respect des règlements. Plus particulièrement, l'ASFC a conclu des ententes avec la plupart des grands transporteurs maritimes et aériens selon lesquelles les navires ne seront autorisés à quitter le port que si les documents voulus ont été déposés.

Une étude menée à l'automne de 2006 a révélé que ces efforts en vue d'assurer la conformité ont

donné de bons résultats dans la mesure où la sous-déclaration est moins importante qu'auparavant. Par conséquent, parallèlement à la présente révision annuelle, l'ajustement de la BDP pour tenir compte de la sous-déclaration des exportations vers des destinations autres que les États-Unis a été réduit de manière à compenser l'amélioration de la conformité. Plus précisément, l'ajustement de la BDP a été réduit de 500 millions de dollars en 2004, de 1,5 milliard de dollars en 2005 et de 2,5 milliards de dollars en 2006. L'estimation de la sous-déclaration représente maintenant 15 % du total des exportations vers des destinations autres que les États-Unis, en baisse par rapport aux 24 % enregistrés en 2000.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0001 à 376-0017 et 376-0035.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1534, 1535, 1536 et 1537.

Le numéro du premier trimestre de 2007 de la publication *Balance des paiements internationaux du Canada* (67-001-XWF, gratuite) paraîtra sous peu.

Les données de la balance des paiements internationaux pour le deuxième trimestre seront diffusées le 30 août.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Arthur Ridgeway au 613-951-8907, Division de la balance des paiements.

□

Balance des paiements

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Données non désaisonnalisées							
en millions de dollars							
Compte courant							
Recettes							
Biens et services	128 452	132 405	131 426	130 643	135 243	518 762	522 926
Biens	113 132	115 548	111 946	115 070	119 378	451 783	455 696
Services	15 320	16 857	19 480	15 573	15 864	66 979	67 230
Revenus de placements	13 309	14 748	16 492	17 050	15 399	48 213	61 599
Investissements directs	6 791	7 609	8 677	9 523	6 820	26 017	32 600
Investissements de portefeuille	3 721	4 202	4 262	4 682	5 232	12 380	16 867
Autres investissements	2 797	2 937	3 554	2 844	3 347	9 816	12 131
Transferts courants	3 037	2 021	1 920	2 704	2 973	8 176	9 682
Recettes du compte courant	144 799	149 174	149 838	150 397	153 615	575 151	594 207
Paiements							
Biens et services	117 698	125 310	121 328	122 453	126 554	467 423	486 789
Biens	96 989	104 860	100 300	102 246	104 670	388 282	404 395
Services	20 709	20 450	21 028	20 207	21 884	79 141	82 394
Revenus de placements	17 444	18 108	18 006	19 888	20 690	70 735	73 446
Investissements directs	6 766	8 145	7 608	8 573	9 090	34 212	31 091
Investissements de portefeuille	6 580	6 602	6 783	7 129	7 005	27 897	27 094
Autres investissements	4 097	3 361	3 616	4 186	4 594	8 625	15 260
Transferts courants	3 664	1 781	2 090	2 859	3 536	9 051	10 394
Paiements du compte courant	138 806	145 199	141 423	145 200	150 779	547 208	570 629
Soldes							
Biens et services	10 754	7 095	10 099	8 190	8 689	51 340	36 137
Biens	16 144	10 688	11 646	12 824	14 709	63 501	51 302
Services	-5 389	-3 593	-1 548	-4 635	-6 020	-12 162	-15 165
Revenus de placements	-4 135	-3 359	-1 514	-2 839	-5 290	-22 522	-11 847
Investissements directs	25	-535	1 069	951	-2 270	-8 195	1 509
Investissements de portefeuille	-2 859	-2 400	-2 521	-2 447	-1 773	-15 518	-10 227
Autres investissements	-1 301	-424	-62	-1 342	-1 247	1 191	-3 129
Transferts courants	-627	239	-170	-154	-563	-875	-712
Solde du compte courant	5 992	3 975	8 415	5 197	2 835	27 943	23 578
Compte capital et financier^{1,2}							
Compte capital	1 181	1 076	993	951	1 184	5 940	4 201
Compte financier	-8 222	-5 769	-7 587	-1 164	-11 556	-38 287	-22 741
Actif du Canada, flux nets							
Investissements directs canadiens à l'étranger	-5 244	-15 787	-13 245	-17 046	-12 868	-40 645	-51 322
Investissements de portefeuille	-19 876	-20 808	-20 372	-17 637	-25 769	-53 279	-78 693
Obligations étrangères	-10 613	-12 689	-9 533	-10 767	-16 636	-29 238	-43 602
Actions étrangères	-8 202	-9 055	-5 892	-5 142	-8 902	-21 951	-28 291
Effets du marché monétaire étranger	-1 061	936	-4 946	-1 728	-232	-2 089	-6 800
Autres investissements	-21 245	-20 938	-12 939	19 796	-20 523	-22 157	-35 325
Prêts	-1 936	-4 317	-6 377	429	-4 523	8 217	-12 201
Dépôts	-13 273	-16 742	-4 069	25 901	-3 959	-15 817	-8 183
Réserves internationales officielles	-3 637	909	52	1 662	-4 722	-1 653	-1 013
Autres actifs	-2 399	-788	-2 545	-8 195	-7 318	-12 903	-13 927
Total de l'actif du Canada, flux nets	-46 365	-57 533	-46 555	-14 887	-59 160	-116 081	-165 339
Passif du Canada, flux nets							
Investissements directs étrangers au Canada	15 263	8 784	27 223	27 047	20 289	35 046	78 317
Investissements de portefeuille	10 200	12 849	4 166	5 328	4 460	9 577	32 544
Obligations canadiennes	166	-843	6 351	12 341	5 737	-78	18 015
Actions canadiennes	8 022	9 091	-1 034	-5 264	-575	9 133	10 814
Effets du marché monétaire canadien	2 013	4 602	-1 151	-1 749	-702	522	3 715
Autres investissements	12 679	30 131	7 579	-18 653	22 854	33 171	31 737
Emprunts	884	3 226	7 048	716	1 213	3 496	11 873
Dépôts	11 052	27 046	657	-18 032	20 994	28 951	20 724
Autres passifs	743	-141	-126	-1 337	647	723	-860
Total du passif du Canada, flux nets	38 143	51 764	38 968	13 723	47 604	77 793	142 598
Total du compte capital et financier, flux nets	-7 040	-4 694	-6 593	-213	-10 372	-32 347	-18 540
Divergence statistique	1 048	719	-1 821	-4 984	7 537	4 404	-5 038

1. Un signe négatif indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents.

2. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Le Quotidien, le 30 mai 2007

Compte courant

	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	2005	2006
Données désaisonnalisées							
en millions de dollars							
Recettes							
Biens et services	130 215	129 186	131 187	132 338	137 205	518 762	522 926
Biens	113 615	112 282	114 294	115 506	120 049	451 783	455 696
Services	16 600	16 904	16 893	16 832	17 155	66 979	67 230
Voyages	4 083	4 213	4 178	4 124	4 113	16 674	16 598
Transports	3 005	2 965	3 049	3 111	3 273	11 750	12 129
Services commerciaux	9 054	9 290	9 224	9 140	9 288	36 888	36 708
Services gouvernementaux	458	436	443	457	481	1 666	1 795
Revenus de placements	13 892	14 323	16 498	16 885	15 972	48 213	61 599
Investissements directs	7 328	7 407	8 716	9 150	7 370	26 017	32 600
Intérêts	272	398	434	276	288	1 045	1 380
Bénéfices	7 056	7 009	8 282	8 874	7 082	24 971	31 220
Investissements de portefeuille	3 702	4 129	4 295	4 741	5 196	12 380	16 867
Intérêts	1 288	1 480	1 582	1 838	1 971	3 652	6 189
Dividendes	2 414	2 649	2 712	2 903	3 225	8 728	10 679
Autres investissements	2 862	2 787	3 488	2 995	3 406	9 816	12 131
Transferts courants	2 627	2 282	2 252	2 521	2 528	8 176	9 682
Privés	740	644	673	623	763	2 697	2 680
Officiels	1 887	1 638	1 579	1 897	1 766	5 479	7 002
Total des recettes	146 734	145 791	149 938	151 744	155 705	575 151	594 207
Paiements							
Biens et services	118 229	120 562	123 701	124 297	126 784	467 423	486 789
Biens	98 123	100 128	102 968	103 175	105 575	388 282	404 395
Services	20 106	20 434	20 732	21 122	21 210	79 141	82 394
Voyages	5 670	5 685	5 874	6 081	5 981	22 059	23 311
Transports	4 591	4 721	4 823	5 058	5 182	17 566	19 194
Services commerciaux	9 586	9 773	9 779	9 726	9 797	38 503	38 865
Services gouvernementaux	259	255	255	256	250	1 013	1 024
Revenus de placements	16 578	18 760	18 259	19 848	19 604	70 735	73 446
Investissements directs	6 384	8 584	7 555	8 569	8 494	34 212	31 091
Intérêts	366	365	365	370	356	1 501	1 465
Bénéfices	6 018	8 219	7 190	8 199	8 138	32 711	29 626
Investissements de portefeuille	6 539	6 584	6 797	7 175	6 964	27 897	27 094
Intérêts	5 433	5 448	5 624	5 819	5 874	23 369	22 324
Dividendes	1 106	1 136	1 173	1 355	1 090	4 528	4 770
Autres investissements	3 655	3 592	3 908	4 105	4 147	8 625	15 260
Transferts courants	2 965	2 139	2 313	2 977	2 824	9 051	10 394
Privés	2 038	1 330	1 417	2 129	1 908	5 172	6 913
Officiels	927	809	896	849	915	3 879	3 481
Total des paiements	137 772	141 462	144 273	147 123	149 212	547 208	570 629
Soldes							
Biens et services	11 986	8 624	7 487	8 041	10 421	51 340	36 137
Biens	15 492	12 154	11 325	12 331	14 475	63 501	51 302
Services	-3 506	-3 530	-3 839	-4 290	-4 054	-12 162	-15 165
Voyages	-1 588	-1 472	-1 696	-1 957	-1 868	-5 385	-6 713
Transports	-1 586	-1 757	-1 775	-1 948	-1 910	-5 815	-7 065
Services commerciaux	-532	-482	-556	-587	-508	-1 615	-2 157
Services gouvernementaux	199	181	188	202	232	653	770
Revenus de placements	-2 686	-4 437	-1 761	-2 963	-3 633	-22 522	-11 847
Investissements directs	944	-1 176	1 161	581	-1 124	-8 195	1 509
Intérêts	-94	34	69	-94	-68	-455	-85
Bénéfices	1 038	-1 210	1 092	674	-1 056	-7 740	1 594
Investissements de portefeuille	-2 836	-2 455	-2 502	-2 434	-1 768	-15 518	-10 227
Intérêts	-4 144	-3 968	-4 042	-3 982	-3 903	-19 718	-16 135
Dividendes	1 308	1 513	1 540	1 548	2 135	4 200	5 908
Autres investissements	-793	-806	-420	-1 110	-741	1 191	-3 129
Transferts courants	-337	143	-61	-457	-295	-875	-712
Privés	-1 297	-686	-744	-1 505	-1 145	-2 475	-4 233
Officiels	960	829	683	1 049	850	1 600	3 521
Compte courant	8 963	4 330	5 665	4 622	6 493	27 943	23 578

Indices des prix des produits industriels et des matières brutes

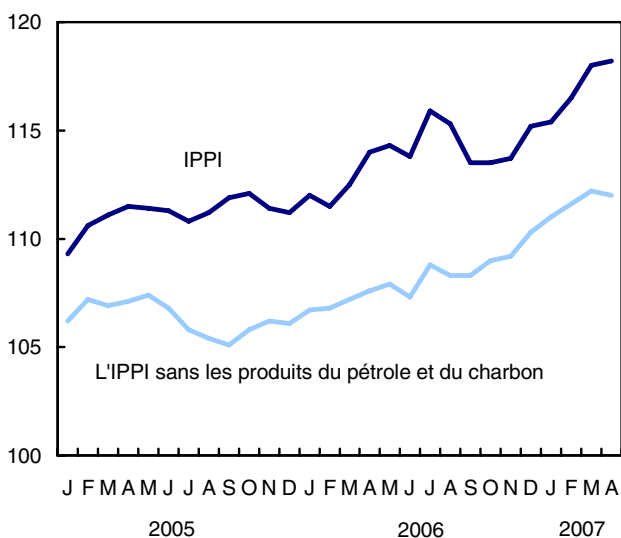
Avril 2007

En avril, le pétrole et les métaux ont entraîné à la hausse les prix des produits manufacturés et des matières brutes.

De mars à avril, les prix demandés par les fabricants, mesurés par l'Indice des prix des produits industriels (IPPI), ont enregistré une sixième hausse mensuelle consécutive. L'appréciation de 0,2 % de l'indice représente essentiellement la vigueur des prix des produits du pétrole et du charbon et de ceux des produits métalliques de première transformation.

Les prix des produits manufacturés continuent à monter

Indice (1997=100)



Sur 12 mois, l'IPPI a avancé de 3,7 % en avril, en baisse par rapport à la croissance de 4,9 % enregistrée en mars. La pression à la hausse provient principalement des prix plus élevés des produits

Note aux lecteurs

L'Indice des prix des produits industriels (IPPI) reflète les prix que les producteurs canadiens reçoivent au moment où les produits franchissent les portes de l'usine. Il ne reflète pas ce que le consommateur paie. Contrairement à l'Indice des prix à la consommation, l'IPPI exclut les impôts indirects et tous les coûts qui surviennent entre le moment où un produit sort de l'usine et le moment où l'utilisateur final en prend possession, ce qui comprend les coûts du transport, les commerces de gros et de détail.

Les producteurs canadiens exportent de nombreux biens. Ils indiquent souvent leurs prix en devises étrangères, en particulier dans le cas des véhicules automobiles, de la pâte de bois, du papier et des produits du bois. Les fluctuations du dollar canadien par rapport à la devise américaine se répercutent par conséquent sur l'IPPI.

L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) est représentatif des prix que paient les fabricants canadiens pour les principales matières brutes. Un grand nombre de ces prix sont fixés sur le marché mondial. Contrairement à l'IPPI, l'IPMB comprend des biens qui ne sont pas produits au Canada.

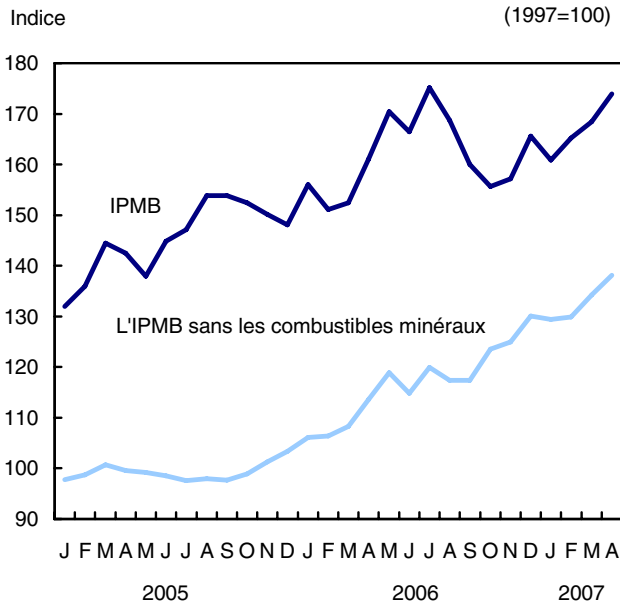
métalliques de première transformation. Le mouvement à la hausse a été ralenti par la baisse des prix des produits du bois d'oeuvre et autres produits de bois ainsi que des véhicules automobiles.

L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) a augmenté de 3,3 % de mars à avril et a enregistré une troisième hausse mensuelle consécutive. L'accroissement mensuel de l'indice est surtout attribuable aux combustibles minéraux et aux métaux non ferreux. Les substances végétales et les matières ferreuses ont été les seuls groupes à montrer une baisse.

Comparativement à avril 2006, les matières brutes ont coûté 7,9 % plus cher aux usines, soit un taux inférieur à ceux inscrits en février et en mars. La hausse de l'indice a été provoquée principalement par les métaux non ferreux et elle a été ralentie par les combustibles minéraux.

En avril, l'IPPI s'établissait à 118,2 (1997=100), en hausse par rapport au niveau révisé de 118,0 noté en mars. L'IPMB a été de 173,9 (1997=100), en croissance par rapport au niveau révisé de 168,4 enregistré en mars.

Les prix des matières brutes montent de nouveau



IPPI : L'indice des prix a été poussé à la hausse par les produits du pétrole et les métaux de première transformation

D'un mois à l'autre, les prix des fabricants ont été entraînés surtout par la croissance soutenue des prix des produits du pétrole et du charbon et par ceux des produits métalliques de première transformation.

Les prix des produits du pétrole et du charbon ont augmenté de 3,6 %, après deux hausses mensuelles vigoureuses, soit de 4,6 % en février et de 8,9 % en mars. Le niveau toujours bas des stocks internationaux de pétrole, conjugué avec des prévisions d'une demande excédentaire, a continué à exercer une pression à la hausse sur les prix des produits pétroliers. Si les prix des produits du pétrole et du charbon avaient été exclus, l'IPPI aurait diminué de 0,2 % plutôt que d'augmenter de 0,2 %.

Les prix des produits métalliques de première transformation se sont appréciés de 1,1 % en avril, après avoir augmenté de 2,4 % en février et de 3,7 % en mars. Les prix des produits métalliques ont été entraînés à la hausse par la flambée du prix du cuivre toujours alimentée par la demande asiatique. Les prix du cuivre et des alliages du cuivre ont bondi de 12,0 %, et l'indice a retrouvé le niveau de prix avant les baisses marquées de novembre 2006 à janvier 2007. La hausse des prix du cuivre a été atténuée par les baisses des prix de l'aluminium (-3,3 %) et de ceux du nickel

(-1,2 %). Les prix du nickel se sont corrigés un peu après avoir augmenté fortement en 2006 et au premier trimestre de 2007.

À part les produits du pétrole et du charbon et les produits métalliques de première transformation, les produits chimiques sont le seul groupe à avoir contribué significativement à la croissance de l'IPPI, ayant affiché une hausse mensuelle de 1,0 %. Les coûts plus élevés des matériaux et les difficultés qui ont touché le transport ferroviaire ont poussé à la hausse les prix des produits chimiques.

En avril, la hausse de l'IPPI a été ralentie par la baisse des prix des véhicules automobiles (-1,9 %), de la pâte de bois et des produits de papier (-1,6 %), des machines et matériel (-0,6 %), des produits électriques et de communication (-0,7 %), du bois d'oeuvre et autres produits du bois (-0,6 %) ainsi que des fruits, légumes et aliments pour animaux (-0,4 %).

IPPI : Les métaux de première transformation demeurent le produit qui domine la variation sur 12 mois

L'IPPI a augmenté de 3,7 % d'avril 2006 à avril 2007, en baisse par rapport aux taux de croissance enregistrés durant les deux mois précédents. L'Indice des prix des produits industriels a été entraîné à la hausse par l'augmentation des prix des métaux de première transformation et, dans une moindre mesure, par l'accroissement des prix des produits chimiques, des produits de la viande, du poisson et des produits laitiers, des fruits, des légumes et des aliments pour animaux, de la pâte de bois et des produits du papier ainsi que par la hausse des prix des produits du pétrole et du charbon. L'IPPI excluant le pétrole et le charbon a progressé à un rythme qui se compare à ceux enregistrés au cours des mois précédents. Si les prix des produits du pétrole et du charbon avaient été exclus, la progression de l'IPPI par rapport à avril 2006 aurait été de 4,1 % au lieu de 3,7 %.

Les prix des métaux de première transformation se sont élevés de 19,8 % comparativement à avril 2006. On indique des hausses de prix d'une année à l'autre pour les produits du nickel (+157,9 %), les produits du cuivre et des alliages du cuivre (+22,1 %), les profilés semi-ouvrés de métaux précieux (+25,7 %), les profilés d'affinage du zinc (+13,0 %) ainsi que pour les profilés d'affinage d'or et d'alliages d'or (+12,7 %).

Le taux annuel de croissance de l'IPPI a été atténué par la baisse des prix du bois d'oeuvre et autres produits du bois (-3,6 %), des véhicules automobiles (-0,6 %), et des produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique (-1,4 %).

IPMB : Hausse soutenue des prix des combustibles minéraux et des métaux non ferreux

Les prix des matières brutes ont augmenté de 3,3 % en avril, ce qui représente une accélération par rapport aux trois premiers mois de 2007.

Les combustibles minéraux ont augmenté de 3,8 %, soit une accélération par rapport à l'augmentation de 0,3 % affichée en mars. Le prix du pétrole brut est à l'origine de la majorité de la hausse des combustibles minéraux, ayant enregistré un bond de 4,4 %. Sans les combustibles minéraux, l'IPMB aurait augmenté de 2,9 % par rapport à mars au lieu d'afficher une hausse de 3,3 %.

Les prix des métaux non ferreux ont bondi de 7,4 %, propulsant l'indice à un niveau sans précédent. Les prix de tous les groupes des métaux non ferreux ont été influencés par une demande vigoureuse et par la réduction des stocks. De plus, la hausse des prix du pétrole a entraîné une attirance vers les produits de substitution comme les produits radioactifs. En avril, la hausse des prix provient des concentrés radioactifs (+20,2 %), des concentrés du cuivre (+14,7 %), des concentrés de zinc (+3,4 %), et des déchets de cuivre et d'alliages de cuivre (+9,4 %).

Sur 12 mois, les prix des matières brutes se sont élevés de 7,9 % en avril, en baisse par rapport au taux annuel de 10,5 % observé en mars. Ayant diminué de 4,7 %, les combustibles minéraux ont ralenti la progression de l'indice d'ensemble. Sans les combustibles minéraux, l'IPMB aurait augmenté de 21,6 % au lieu de 7,9 %.

Les métaux non ferreux ont le plus contribué à la progression sur 12 mois, ayant affiché des hausses de prix de 41,2 %, principalement en raison des augmentations d'une année à l'autre du prix des concentrés radioactifs et de ceux du plomb, du nickel, du zinc et du cuivre.

Les prix se sont également accrus par rapport à l'année précédente pour les animaux et les substances animales (+8,9 %), le bois (+12,7 %), les substances végétales (+16,7 %) et les matières ferreuses (+14,2 %).

Par contre, les prix des combustibles minéraux ont été en baisse de 4,7 %, sous l'effet d'une réduction des prix du pétrole brut (-4,4 %) et du gaz naturel (-7,1 %). Les prix du gaz naturel continuent de se raffermir, puisque pour le changement d'une année à l'autre, la diminution est moins forte que celle enregistrée durant les trois premiers mois de 2007.

Impact du taux de change

De mars à avril, le dollar canadien s'est apprécié de près de 3,0 % par rapport au dollar américain. Par

conséquent, sans l'effet du taux de change, la variation de l'IPPI aurait été de 1,0 % au lieu de 0,2 %.

Sur 12 mois, le dollar canadien s'est apprécié de 0,8 % par rapport au dollar américain. Si l'effet du taux de change avait été exclu, les prix à la production auraient monté de 3,9 % au lieu de 3,7 % d'avril 2006 à avril 2007.

La croissance des prix des produits semi-finis est menée par le pétrole et les métaux

De mars à avril, les prix des produits semi-finis ont augmenté de 0,6 %, en baisse par rapport au taux de 1,4 % observé en mars. La majorité de la hausse des prix des produits semi-finis dépend presque exclusivement des produits du pétrole et des produits métalliques de première transformation. Une contribution plus faible a été apportée par les produits chimiques. Par contre, la croissance des prix a été freinée par la baisse des prix de la pâte de bois et des produits du papier, des véhicules automobiles, des produits du bois d'oeuvre et des fruits, des légumes et des aliments pour animaux.

Les fabricants de produits semi-finis ont touché 5,5 % de plus pour leurs produits en avril 2007 qu'en avril 2006. On observe une hausse des prix des produits métalliques de première transformation, des produits chimiques, des fruits, des légumes et des aliments pour animaux, de la pâte de bois et des produits du papier ainsi que des produits de la viande, du poisson et des produits laitiers. Par contre, les prix du bois d'oeuvre ont ralenti la croissance d'une année à l'autre.

Baisse des prix des produits finis après cinq hausses mensuelles d'affilée

De mars à avril, les prix des produits finis ont diminué de 0,5 %, entraînés par la baisse des prix des véhicules automobiles, soit un secteur plus sensible aux mouvements du taux de change. Des baisses ont aussi été enregistrées pour les machines et le matériel, les produits électriques et de communication ainsi que les produits du bois d'oeuvre. La baisse des prix des produits finis a été amortie en partie par la hausse des prix des produits du pétrole et du charbon.

Depuis avril 2006, les prix des produits finis ont augmenté de 0,8 %. On constate des hausses de prix des produits de la viande, du poisson et des produits laitiers, des produits du tabac, des produits chimiques, des fruits, des légumes et des aliments pour animaux ainsi que des boissons. La progression de l'indice a été ralentie par la baisse des prix des véhicules automobiles.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 329-0038 à 329-0049 et 330-0006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2306 et 2318.

Le numéro d'avril 2007 de la publication *Indices des prix de l'industrie* (62-011-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Les données de mai sur les indices des prix des produits industriels et des matières brutes seront diffusées le 28 juin.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 (*prices-prix@statcan.ca*) ou avec Danielle Gouin au 613-951-3375 (*danielle.gouin@statcan.ca*), Division des prix. Télécopieur : 613-951-1539.

Indices des prix des produits industriels (1997=100)

	Importance relative	Avril 2006	Mars 2007 ^r	Avril 2007 ^p	Avril 2006 à avril 2007	Mars à avril 2007	
						variation en %	
Indices des prix des produits industriels (IPPI)	100,00	114,0	118,0	118,2	3,7	0,2	
IPPI, sans les produits du pétrole et du charbon	94,32	107,6	112,2	112,0	4,1	-0,2	
Agrégations par produits							
Viande, poisson et produits laitiers	5,78	105,8	111,1	111,2	5,1	0,1	
Fruits, légumes, aliments pour animaux et autres produits alimentaires	5,99	104,1	108,3	107,9	3,7	-0,4	
Boissons	1,57	122,4	124,2	124,1	1,4	-0,1	
Tabac et produits du tabac	0,63	188,0	203,4	203,4	8,2	0,0	
Produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique	3,30	118,3	117,1	116,7	-1,4	-0,3	
Produits textiles	1,58	100,2	100,9	100,7	0,5	-0,2	
Produits en tricot et vêtements	1,51	104,9	104,3	104,3	-0,6	0,0	
Bois d'oeuvre et autres produits de bois	6,30	89,5	86,8	86,3	-3,6	-0,6	
Meubles et articles d'ameublement	1,59	118,0	119,3	119,5	1,3	0,2	
Pâte de bois et produits de papier	7,23	104,2	108,4	106,7	2,4	-1,6	
Impression et édition	1,70	115,8	117,4	117,4	1,4	0,0	
Produits métalliques de première transformation	7,80	134,1	158,9	160,7	19,8	1,1	
Semi-produits métalliques	4,11	122,5	124,2	124,3	1,5	0,1	
Machines et matériel	5,48	107,4	108,0	107,3	-0,1	-0,6	
Véhicules automobiles et autre matériel de transport	22,16	92,9	94,1	92,3	-0,6	-1,9	
Produits électriques et de communication	5,77	93,7	94,5	93,8	0,1	-0,7	
Produits minéraux non métalliques	1,98	119,8	122,1	122,3	2,1	0,2	
Produits du pétrole et du charbon ¹	5,68	230,7	224,8	233,0	1,0	3,6	
Produits chimiques	7,07	122,1	126,4	127,7	4,6	1,0	
Divers produits manufacturés	2,40	113,4	115,4	115,3	1,7	-0,1	
Divers produits non manufacturés	0,38	221,1	407,5	475,5	115,1	16,7	
Produits semi-finis²	60,14	117,2	123,0	123,7	5,5	0,6	
Produits semi-finis de première étape ³	7,71	136,3	167,3	170,5	25,1	1,9	
Produits semi-finis de deuxième étape ⁴	52,43	114,3	116,3	116,6	2,0	0,3	
Produits finis⁵	39,86	109,1	110,5	110,0	0,8	-0,5	
Aliments de consommation et aliments pour animaux	8,50	112,9	115,4	115,5	2,3	0,1	
Matériel capitalisé	11,73	100,5	101,9	100,6	0,1	-1,3	
Tous les autres produits finis	19,63	112,7	113,6	113,3	0,5	-0,3	

^r révisé

^p provisoire

1. L'indice du mois courant est estimé.

2. Les produits semi-finis sont des produits qui servent principalement à la production d'autres biens.

3. Les produits semi-finis de première étape servent le plus souvent à produire d'autres produits semi-finis.

4. Les produits semi-finis de deuxième étape sont utilisés le plus souvent pour produire des produits finis.

5. Les produits finis sont le plus souvent utilisés pour la consommation immédiate ou les investissements.

Indices des prix des matières brutes
(1997=100)

	Importance relative	Avril 2006	Mars 2007 ^r	Avril 2007 ^p	Avril 2006 à avril 2007	Mars à avril 2007
					variation en %	
Indice des prix des matières brutes (IPMB)	100,00	161,1	168,4	173,9	7,9	3,3
Combustibles minéraux	35,16	264,0	242,3	251,5	-4,7	3,8
Substances végétales	10,28	83,2	98,4	97,1	16,7	-1,3
Animaux et substances animales	20,30	102,5	110,8	111,6	8,9	0,7
Bois	15,60	76,1	85,0	85,8	12,7	0,9
Matières ferreuses	3,36	128,1	148,8	146,3	14,2	-1,7
Métaux non ferreux	12,93	185,5	243,9	262,0	41,2	7,4
Minéraux non métalliques	2,38	141,1	146,9	147,0	4,2	0,1
IPMB, sans les combustibles minéraux	64,84	113,6	134,2	138,1	21,6	2,9

^r révisé

^p provisoire



Emploi dans le secteur public

2001 à 2006 (données révisées) et premier trimestre de 2007 (données provisoires)

L'emploi dans le secteur public, qui comprend les administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales ainsi que les entreprises publiques, a atteint une moyenne annuelle de 3,1 millions de personnes en 2006. Les estimations déjà publiées ont été révisées rétrospectivement jusqu'à 2001 (voir la note ci-dessous pour obtenir plus de renseignements).

La grande majorité de ces personnes, soit presque 2,9 millions, travaillaient dans le secteur gouvernemental (les administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales). L'emploi dans ce secteur a augmenté régulièrement depuis le creux d'un peu plus de 2,5 millions d'employés touchés en 1999.

En 2006, les administrations provinciales et territoriales représentaient 51,0 % de l'emploi total dans les administrations publiques ou près de 1,5 million d'employés. L'administration fédérale constituait 13,6 % ou 393 000 employés et les administrations locales, 35,4 % ou un peu plus d'un million d'employés. Ces proportions sont restées relativement stables au fil des ans.

Au cours des dernières années, l'emploi dans le secteur gouvernemental a augmenté de façon modérée. De 2003 à 2006, il a crû de 7,4 % (un peu moins de 2,5 % par année), ou de 27 000 employés, dans l'administration fédérale. Dans les administrations provinciales et territoriales, il a progressé de 3,7 % (un peu plus de 1,2 % par année), ou de 52 000 employés. Dans les administrations locales, il a augmenté de 5,0 % (presque 1,7 % par année), ou de 49 000 employés, pendant la même période.

En 2006, un peu plus de la moitié des fonctionnaires provinciaux et territoriaux travaillaient dans des établissements de soins de santé et de services sociaux. Le quart des fonctionnaires faisaient partie des administrations provinciales et territoriales (les ministères, les organismes et les fonds non autonomes, les organismes et les fonds autonomes), tandis que les collèges et les universités employaient les autres.

Les données provisoires se rapportant aux trois premiers mois de 2007 indiquent que l'emploi dans le secteur public était en moyenne de 3,2 millions de personnes, en hausse de 1,7 % par rapport au premier trimestre de 2006.

Nota : Le secteur public comprend toutes les entités économiques qui sont sous le contrôle d'un gouvernement. Il comprend quatre grandes composantes : l'administration fédérale (les ministères, les organismes et les fonds non autonomes, et les organismes et fonds autonomes), les administrations

provinciales et territoriales (les ministères, les organismes et les fonds non autonomes, les organismes et les fonds autonomes, les collèges et les universités, et les établissements de soins de santé et de services sociaux), les administrations locales (les municipalités et les fonds non autonomes, les organismes et les fonds autonomes, et les conseils et les commissions scolaires) et les entreprises publiques (aux échelons fédéral, provincial-territorial et local).

Diverses sources de données servent à la production des estimations du secteur public. Les données sur l'emploi dans les administrations fédérale et provinciales (tirées principalement des services centraux de paye des gouvernements respectifs) ont été assujetties à une révision pour les années 2003 à 2006. Les données sur l'emploi dans les administrations provinciales pour les établissements d'enseignement, les établissements de soins de santé et de services sociaux, les administrations locales et les entreprises publiques sont tirées de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), qui a récemment fait l'objet de révisions annuelles partielles touchant les séries de données de 2001 à 2006. L'effet sur les estimations de l'emploi dans le secteur public s'est surtout fait sentir pour les établissements d'enseignement (les universités, les collèges et les conseils et les commissions scolaires). Veuillez vous reporter au communiqué «Emploi, rémunération et heures de travail» diffusé le 30 mars 2007 dans *Le Quotidien* pour obtenir plus de renseignements sur les révisions à l'EERH.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 et 183-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.

Pour obtenir une description plus détaillée de la définition de l'emploi dans le secteur public et de la façon dont on fait le rapprochement entre les données sur l'emploi dans ce secteur et celles provenant d'autres sources d'information, veuillez consulter le document intitulé *Rapprochement des estimations de l'emploi du secteur public provenant de différentes sources d'information* en cliquant sur le numéro d'enquête 1713.

On trouve dans CANSIM deux tableaux qui font le rapprochement des estimations de l'emploi du secteur public provenant de diverses sources d'information.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0021 et 183-0022.

Les tableaux de données de l'emploi dans le secteur public sont également accessibles en ligne dans le module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-0767 (*pid-dipinfo@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur

les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Peter Elliott au 613-951-4551 (*peter.elliott@statcan.ca*), Division des institutions publiques.

Emploi dans le secteur public

Année	Administration publique					
	Administration publique fédérale	Administration provinciale et territoriale	Administration publique locale	Ensemble de l'administration publique	Entreprises publiques	Ensemble du secteur public
	en milliers					
1991	415	1 402	889	2 706	351	3 057
1992	411	1 409	904	2 725	338	3 063
1993	405	1 397	910	2 712	326	3 037
1994	394	1 376	909	2 679	324	3 003
1995	371	1 370	907	2 649	309	2 958
1996	356	1 315	907	2 579	273	2 851
1997	338	1 302	891	2 531	258	2 789
1998	331	1 300	888	2 518	261	2 779
1999	328	1 295	885	2 508	262	2 770
2000	335	1 304	882	2 521	266	2 787
2001	351	1 336	943	2 630	266	2 897
2002	359	1 367	963	2 689	264	2 953
2003	366	1 419	972	2 757	267	3 024
2004	367	1 427	980	2 774	265	3 039
2005	376	1 449	999	2 825	263	3 088
2006	393	1 471	1 021	2 886	263	3 149

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Emploi dans le secteur public¹

	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007
	en milliers			
Secteur public	3 176	3 150	3 215	3 204
Gouvernement	2 916	2 889	2 956	2 944
Administrations publiques générales	1 107	1 090	1 120	1 108
Fédérale	377	380	386	387
Provinciales et territoriales	345	340	348	343
Locales	385	370	386	378
Établissements d'enseignement	1 031	1 032	1 053	1 053
Universités et collèges ²	358	354	361	357
Commissions scolaires	673	678	691	696
Établissements de santé et de services sociaux	778	768	784	782
Entreprises publiques	260	261	260	261

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

2. Y compris les instituts de formation professionnelle et les écoles de métiers.

Les établissements de soins pour bénéficiaires internes

2004-2005

Selon les nouvelles données de l'Enquête sur les établissements de soins pour bénéficiaires internes, seulement une personne âgée de 65 ans et plus sur 30 vivait dans un des 1 952 foyers pour personnes âgées du Canada au cours de l'exercice 2004-2005.

Les données recueillies pour l'ensemble des provinces et des territoires, à l'exception du Québec, montrent que près de 151 000 personnes âgées, soit 3,4 % du chiffre total, résidaient dans un foyer pour personnes âgées en 2004-2005. (La répartition des résidents des établissements du Québec selon le groupe d'âge et le sexe n'est pas disponible.)

Les femmes de 65 ans et plus étaient presque deux fois plus susceptibles que leurs homologues

masculins de vivre dans un foyer pour personnes âgées. Parmi l'ensemble des bénéficiaires de ces établissements, 106 100 étaient des femmes et seulement 44 700 étaient des hommes.

La grande majorité (plus de 90 %) des résidents des foyers pour personnes âgées vivaient dans un établissement comptant au moins 50 lits et plus de 70 % dans un établissement de 100 lits ou plus.

La probabilité de résider dans un établissement de ce type augmente de façon marquée avec l'âge. Environ 7 % des personnes âgées de 75 ans et plus vivaient dans un foyer pour personnes âgées en 2004-2005. Cette proportion est plus du double (16 %) dans le groupe le plus âgé (85 ans et plus).

Près de 18 % des femmes âgées de 85 ans et plus vivaient dans un foyer pour personnes âgées, comparativement à seulement 12 % des hommes. Cet écart s'explique en partie par le fait que les hommes âgés sont presque deux fois plus susceptibles que les femmes âgées d'être mariés ou de vivre en union libre. Les effets protecteurs du mariage chez les hommes, y compris la provision du soutien social, ont été fréquemment observés dans la recherche.

Au total, le secteur canadien des établissements de soins pour bénéficiaires internes comptait 4 199 établissements au pays hébergeant 230 600 résidents. Ces établissements employaient 110 500 travailleurs à temps plein et 97 500 travailleurs à temps partiel, lesquels ont touché 8,3 milliards de dollars en salaires et traitements en 2004-2005.

Les 1 952 foyers pour personnes âgées représentaient moins de la moitié (46 %) des établissements de soins pour bénéficiaires internes au Canada, mais ils hébergeaient 82 % des résidents et ont généré 78 % des revenus totaux.

Les 1 951 établissements de soins pour personnes souffrant d'un trouble mental, qui hébergeaient 14 % des résidents, formaient le deuxième groupe en importance parmi les établissements de soins pour bénéficiaires internes.

Une troisième catégorie d'établissements divers, formée notamment des centres pour les personnes itinérantes et des foyers pour les enfants souffrant de troubles émotifs, représentait un peu moins de 8 000 résidents.

À eux seuls, les foyers pour personnes âgées ont généré environ 10 milliards de dollars en recettes en 2004-2005, et environ le même montant en dépenses. Les établissements de soins pour personnes souffrant d'un trouble mental ont affiché des recettes et des dépenses se chiffrant à seulement 2,1 milliards de dollars, alors que les «autres» établissements ont généré des recettes d'un peu plus de 500 millions de dollars.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3210.

La publication *Les établissements de soins pour bénéficiaires internes* (83-237-XWF, gratuite) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Baudelaire Augustin au 613-951-6083 (baudelaire.augustin@statcan.ca) ou avec David Coish au 613-951-4800 (david.coish@statcan.ca). Pour obtenir des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1746 (hd-ds@statcan.ca), Division de la statistique de la santé. Télécopieur : 613-951-4198. ■

Restaurants, traiteurs et tavernes

Mars 2007 (données provisoires)

Les ventes totales estimatives de l'industrie des restaurants, des traiteurs et des tavernes se sont chiffrées à 3,4 milliards de dollars en mars, en hausse de 3,5 % par rapport à mars 2006 (données non désaisonnalisées et non ajustées pour tenir compte de l'inflation).

À l'échelle nationale, la hausse des recettes a été attribuable aux augmentations de la valeur des ventes des restaurants à service limité (+4,4 %). Les ventes du secteur des restaurants à service complet ont augmenté de 1,1 %. Ces deux secteurs représentaient plus de 85 % des recettes de l'industrie en mars. Les secteurs des traiteurs et des entrepreneurs en restauration ont enregistré des hausses de 22,0 % et de 13,5 % respectivement. Ces deux secteurs représentaient presque 9 % des ventes de l'industrie en mars.

Données stockées dans CANSIM : tableau 355-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2419.

Pour obtenir plus de renseignements, pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données ou pour obtenir plus d'information sur le projet de remaniement ou de l'enquête mensuelle sur les services de restauration, des traiteurs et des tavernes, communiquez avec Alain Mbassegue au 613-951-2011 (alain.mbassegue@statcan.ca), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696. □

Recettes des services de restauration

	Mars 2006 ^r	Février 2007 ^r	Mars 2007 ^p	Mars 2006 à mars 2007
Données non désaisonnalisées				
	en milliers de dollars			variation en %
Recettes totales des services de restauration	3 272 316	2 909 718	3 387 863	3,5
Restaurants à service complet	1 532 514	1 339 619	1 549 275	1,1
Restaurants à service restreint	1 276 405	1 127 630	1 332 921	4,4
Entrepreneurs en restauration	205 644	212 342	233 382	13,5
Traiteurs, cantines et comptoirs mobiles	54 221	55 896	66 150	22,0
Débits de boissons alcoolisées	203 531	174 232	206 135	1,3
Recettes totales des provinces et territoires				
Terre-Neuve-et-Labrador	33 388	29 747	36 258	8,6
Île-du-Prince-Édouard	11 582	10 166	11 931	3,0
Nouvelle-Écosse	75 203	62 620	72 314	-3,8
Nouveau-Brunswick	56 817	46 332	53 976	-5,0
Québec	648 345	558 930	640 954	-1,1
Ontario	1 308 339	1 139 452	1 332 944	1,9
Manitoba	79 988	74 431	88 607	10,8
Saskatchewan	81 497	74 263	86 307	5,9
Alberta	413 471	399 777	478 520	15,7
Colombie-Britannique	553 587	504 376	574 784	3,8
Yukon	2 471	1 955	2 622	6,1
Territoires du Nord-Ouest	7 231	7 352	8 243	14,0
Nunavut	397	317	402	1,3

^r révisé

^p provisoire

Panorama des régions de l'OCDE 2007

Dans la plupart des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), il existe de grandes différences entre les taux de croissance économique d'une région à l'autre d'un même pays.

En 2003, le produit intérieur brut (PIB) par habitant des régions urbaines de l'OCDE était supérieur de 51 % à la moyenne d'un pays donné, selon un nouveau rapport de l'OCDE.

Cependant, dans les régions intermédiaires de même que dans les régions rurales, le PIB par habitant était inférieur à la moyenne nationale. Dans les régions intermédiaires, il s'établissait à 77 % de la moyenne nationale et, dans les régions rurales, il se situait à 64 % de la moyenne nationale.

Le rapport intitulé *Panorama des régions de l'OCDE : 2007* révèle que le PIB est plus élevé par habitant dans les régions urbaines par suite d'«économies d'agglomération». Le regroupement d'entreprises et de personnes dans les régions urbaines et les grandes villes améliore l'efficacité de l'économie locale et entraîne une productivité plus élevée.

Dans les économies du savoir d'aujourd'hui, les perspectives de croissance d'une région sont

tributaires, en partie, de sa capacité à engendrer et à utiliser l'innovation. Cette capacité, quant à elle, dépend du niveau de compétences de la population active régionale.

On constate d'importantes variations régionales des niveaux d'instruction. En France, en Australie, au Royaume-Uni et au Canada, les différences du niveau de scolarité postsecondaire variaient de plus de 30 % entre les régions présentant le meilleur et le pire rendement.

La croissance du PIB régional peut être considérée comme le résultat combiné de plusieurs facteurs. En premier lieu, le rendement régional est fortement influencé par des facteurs propres au pays, notamment les politiques économiques nationales et le cycle économique.

En deuxième lieu, il est tributaire de facteurs propres aux régions, notamment les tendances démographiques et les ressources naturelles.

Enfin, le rendement régional dépend des politiques régionales, c'est-à-dire de la capacité de la région à accroître la productivité, à changer la spécialisation industrielle afin de saisir de nouveaux débouchés, à accroître l'efficacité du marché du travail local et à investir dans les compétences et l'innovation.

Le rendement des régions de l'OCDE entre 1998 et 2003 donne à penser que les facteurs propres aux régions jouent un rôle important dans la réalisation de taux supérieurs à la moyenne de croissance économique, et que l'inverse est vrai également. En l'occurrence, les facteurs régionaux peuvent fortement affaiblir la croissance. Dans la plupart des cas, cependant, le rendement national demeure le principal facteur.

Dans le rapport de l'OCDE, on a également examiné certains indicateurs de la qualité de vie. Une découverte frappante était que dans la majorité des pays de l'OCDE, la population de sexe masculin des régions rurales présente les taux de mortalité corrigés selon l'âge les plus élevés.

Le *Panorama des régions de l'OCDE : 2007* est publié par l'OCDE aujourd'hui. Il est possible de se procurer le document en ligne (<http://new.sourceoecd.org>).

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3901.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ray Bollman au 306-379-4431 (rayd.bollman@sasktel.net), Division de l'agriculture, Statistique Canada. ■

Indices des prix des ordinateurs et des périphériques

Mars 2007

L'indice des prix des ordinateurs commerciaux a baissé de 1,7 % comparativement à février pour se situer à 35,0 (2001=100). L'indice des prix des ordinateurs des consommateurs est demeuré inchangé (15,3).

Dans le cas des périphériques d'ordinateurs, les prix des moniteurs ont diminué de 0,9 % pour se situer à 53,7, et les prix des imprimantes ont fléchi de 0,6 % pour s'établir à 48,3.

Ces indices sont offerts à l'échelle du Canada seulement.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 331-0001 et 331-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5032.

Pour obtenir plus de renseignements sur ces indices, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (prices-prix@statcan.ca). Pour en

savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Neil Killips au 613-951-5722 (neil.killips@statcan.ca), Division des prix. ■

Indices des prix de vente de l'énergie électrique

Janvier à avril 2007

Il est maintenant possible de consulter les indices des prix de vente de l'énergie électrique (1997=100) pour la période allant de janvier à avril 2007.

Données stockées dans CANSIM : tableau 329-0050.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2325.

Le numéro d'avril 2007 de la publication *Indices des prix de l'industrie* (62-011-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-9606 ou composez sans frais le 1-866-230-2248 (prices-prix@statcan.ca) ou avec Adrian Fisher au 613-951-9612 (adrian.fisher@statcan.ca), Division des prix. Télécopieur : 613-951-3117. ■

Indicateurs de la santé

2007

La publication *Indicateurs de la santé, 2007*, est le huitième d'une série de rapports annuels présentant de l'information sur le système de santé et sur la santé de la population dans les régions sociosanitaires, les provinces et les territoires du Canada.

Pour la première fois en 2007, la version imprimée de cette publication comprend une analyse d'un sujet prioritaire. Cette année, le rapport porte sur les hospitalisations à la suite d'une fracture de la hanche et les temps d'attente pour une chirurgie à la suite d'une fracture de la hanche. Ce projet est mené conjointement avec l'Institut canadien d'information sur la santé.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3207, 3226, 3231, 3233, 3608 et 3701.

Cette publication est accessible sous la rubrique *Quoi de neuf dans ce numéro* de la plus récente publication Internet *Indicateurs de la santé, 2007*, vol. 1, n° 1 (82-221-XWF, gratuit), aussi diffusée aujourd'hui.

À partir du module *Publications* de notre site Web, sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Santé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1746

(hd-ds@statcan.ca), Statistique Canada, ou avec Christina Lawand au 613-694-6805 (clawand@cihi.ca), Institut canadien d'information sur la santé. ■

Nouveaux produits

Indicateurs de la santé, 2007, vol. 1, n° 1
Numéro au catalogue : 82-221-XWF
(gratuit).

Établissements de soins pour bénéficiaires internes, 2004-2005
Numéro au catalogue : 83-237-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Reveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Le jeudi 4 juin 2007
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1009**
Malgré le ralentissement des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1999, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements à un moment ou à un autre de leur trajet urbain, soit le moins le plus des années où ce cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1196**
À l'instar de la croissance des salaires et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérablement ralentie.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les auto-voitures à court terme 10
- Aide et formes pécuniaires, septembre 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistiek Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.